

période de dix ans. L'an dernier, le prix de soutien de 34c. représentait 90.7 p. 100 du prix de base.

Aucun changement n'a été apporté à la procédure établie pour les réclamations et, au cours de l'année en cause, les paiements à chaque producteur ne s'appliqueront encore qu'à 4,000 douzaines d'œufs des catégories A extra-gros, A gros et A moyen. Pour avoir droit aux versements d'appoint, les producteurs doivent être inscrits auprès de l'Office et vendre leurs œufs à des postes de classement autorisés ou à des détaillants, s'ils classent eux-mêmes leurs œufs.

(Plus tard)

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de l'Agriculture. Il a annoncé cet après-midi les versements d'appoint aux producteurs d'œufs, en vertu de la loi sur le soutien des prix agricoles. Pourrait-il nous dire quelles démarches fait son ministère pour s'assurer que ces versements d'appoint iront aux producteurs d'œufs plutôt qu'aux commissionnaires qui mettent sur le marché les denrées des producteurs d'œufs?

L'hon. Harry W. Hays (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, si l'honorable député veut bien engager à m'écrire les gens qui ne reçoivent pas les versements ou qui, à son avis, ne les touchent pas, je ferai volontiers enquête dans ces cas.

M. H. M. Horner (Jasper-Edson): Monsieur l'Orateur, au sujet du soutien du prix des œufs, nous savons gré au ministre d'avoir annoncé un programme conservateur, mais qu'advient-il de la promesse libérale d'établissement d'une moyenne régionale et de versements trimestriels?

LES FINANCES

LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS AU CANADA AURAIENT DIMINUÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Je voudrais poser une question au ministre des Finances, et lui signaler le dernier bulletin du Bureau fédéral de la statistique portant sur les placements étrangers au Canada. Ce bulletin montre que les rentrées provenant de l'étranger ne représentent que 98 millions, contre les 391 millions, 410 millions et 386 millions recueillis respectivement lors des trimestres antérieurs. Je voudrais d'autre part demander au ministre s'il se félicite de cette réduction considérable d'investissements étrangers? Sinon, que va faire le gouvernement pour relever le montant de ces placements?

L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le chef de l'opposition signale les répercussions qu'a eues sur l'entrée des capitaux étrangers l'établissement par les États-Unis d'une taxe d'égalisation d'intérêts ou, du moins, son annonce; il est vrai que cette mesure est toujours à l'étude devant le Congrès américain, mais il n'y a pas de doute que la réduction des capitaux venant des États-Unis au Canada va se poursuivre. Je voudrais enrayer cette tendance, mais il semble clair que le seul moyen d'y parvenir serait d'accélérer les travaux du Congrès américain afin que la mesure soit adoptée plus rapidement; malheureusement, je n'ai aucune influence dans ce domaine.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, on fait aujourd'hui retomber le blâme sur les Américains et non plus sur l'initiative du gouvernement canadien. Le ministre est-il d'accord avec ce qu'a dit hier à l'hôtel Windsor M. Kierans, le ministre du Revenu de la province de Québec?

...En refusant de bénéficier des marchés de capitaux américains, le gouvernement du Canada rend plus coûteux le financement des progrès dans le secteur public et privé...L'attitude hostile d'Ottawa envers les capitaux étrangers a forcé une société du Royaume-Uni à renoncer à ses projets de filiale dans la région de Drummondville.

Le ministre est-il d'accord avec cette critique formulée par un de ses propres amis?

L'hon. M. Gordon: Monsieur l'Orateur, M. Kierans a une personnalité très pittoresque, mais je ne puis toujours entériner ses déclarations.

(Plus tard)

(Texte)

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au ministre des Finances. Est-ce que, devant ce manque de crédits américains, le ministre des Finances songe maintenant à créer des crédits canadiens pour remplacer ces crédits américains qui ne viennent plus au Canada?

(Traduction)

L'hon. M. Gordon: Monsieur l'Orateur, ce n'est guère le temps, je pense, de discuter de théories monétaires.

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagot): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de l'Industrie. S'agit-il d'une application concrète de sa politique de développement régional?

(Plus tard)

M. Colin Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au